



République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

ARRETE MUNICIPAL

N°2024/ST/078

OBJET : VOIRIE – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – TERRASSEMENT POUR CONFECTION D'UNE DÉRIVATION SUR LE RÉSEAU BT SOUTERRAIN EXISTANT – 29, ALLÉE LIONEL TERRAY - NANGIS – SOCIETE CJL

Nolwenn LE BOUTER, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R.644-2-1 du code pénal créé par le décret n°2022-185 du 15 février 2022-art.1,

VU le code pénal et en particulier l'article R610-5,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU les articles du Code de la route concernant le stationnement interdit (article R417-10), et l'enlèvement des véhicules (articles R325-12 et suivants),

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal n°2021/SG/MH/NV/359 en date du 23/10/2021, portant délégation de fonction et de signature à Madame SCHUT Stéphanie 3ème Adjointe au Maire,

CONSIDÉRANT la demande en date du 18 mars 2024, émise par la société CJL n° SIRET 808 9930 75 00023 R.C.S de Meaux,

CONSIDÉRANT que les travaux de terrassement pour la confection d'une dérivation sur le réseau BT souterrain existant qu'il est nécessaire de réaliser nécessite une occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La société CJL est autorisée **du lundi 25 mars au jeudi 25 avril 2024** à réaliser les travaux de terrassement pour la confection d'une dérivation sur le réseau BT souterrain existant au droit du 29, allée Lionel Terray à Nangis.

Article 2 : La société CJL devra inscrire un numéro de téléphone en cas d'urgence.

Article 3 : La société CJL devra signaler la zone par la mise en place de panneaux de signalisation réglementaire et sera tenue responsable de tout incident qui pourrait survenir du fait d'une signalisation défectueuse.

Article 4 : La signalisation verticale et horizontale sera mise en place en amont et en aval du chantier avant tout démarrage et entretenue par la société CJL.

Article 5 : Le stationnement sera interdit et déclaré gênant au droit de l'intervention sur trois (3) places de stationnement.

Article 6 : La société CJL se conformera à la réglementation en vigueur et veillera, en particulier, à la sécurité des usagers et des personnes intervenant sur le chantier.

Article 7 : Les travaux de terrassement pour la confection d'une dérivation sur le réseau BT souterrain existant seront réalisés dans les règles de l'art, par la société CJL.

Article 8 : Les travaux de terrassement pour la confection d'une dérivation sur le réseau BT souterrain existant doivent être réalisés dans le délai prescrit à l'article 1.

Article 9 : La société CJL tiendra l'emprise en bon état de propreté.
Toutes dégradations liées aux travaux seront à la charge de la société CJL.

Article 10 : Toute infraction aux présentes dispositions sera constatée et poursuivie conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Article 11 : Affichage de l'arrêté municipal selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté municipal qui sera publié sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois à compter de la signature dudit arrêté municipal.

Article 13 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Nangis
- Monsieur le Lieutenant des sapeurs-pompiers de centre de secours de Nangis,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Chef du service de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des services techniques,
- Sté CJL

Fait à Nangis, le 20 / 03 / 2024
Pour le Maire et par délégation,
La 3ème Adjointe au Maire en charge
des travaux, des bâtiments et de la voirie

Stéphanie SCHUT



Acte non transmissible en Sous-Préfecture
Rendu exécutoire par la publication ou
Notification
Le 20 / 03 / 2024

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de MELUN à compter de sa notification.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr*